

d'infrastructures économiques; il est le siège d'interactions économiques et humaines qui, combinées, influent sur l'orientation future d'une société.

(TRADUCTION)

J'ai parlé des priorités actuelles des programmes d'aide bilatérale du Canada - l'aide alimentaire, l'énergie et les ressources humaines - axées essentiellement sur les besoins de développement des pays les plus pauvres. Ce ne sont pas ces derniers qui retireront vraisemblablement les plus grands avantages des changements amenés par les négociations entre le Nord et le Sud, bien que cela représente un défi pour le Canada. En d'autres termes, comment pouvons-nous orienter l'issue des négociations Nord-Sud de façon qu'elles servent davantage les pays les plus pauvres. Il est vital que ces pays continuent de recevoir des injections massives d'aide au développement. L'un des rôles évidents du Canada consiste à solliciter instamment des apports plus considérables d'aide en faveur des pays les plus pauvres et à tenter de focaliser l'attention, dans le cadre des négociations et des discussions Nord-Sud, sur la nécessité de mesures spéciales en faveur de ce groupe particulier de pays.

Quant aux discussions et négociations Nord-Sud et au rôle du Canada, il ne fait pas de doute, à mon avis, que le Canada a effectivement un rôle à jouer. Notre pays peut évidemment contribuer directement à cette cause en offrant aide et savoir-faire au Sud, et il lui faut constamment affiner ce type d'assistance pour l'optimiser. Deuxièmement, le Canada peut chercher à faire avancer le dialogue entre le Nord et le Sud. Ainsi, le Premier ministre Trudeau, au cours de ses voyages et à l'occasion de la préparation du sommet d'Ottawa, a accordé une très haute priorité aux questions Nord-Sud. À son avis, et je partage cette opinion, il n'y a absolument aucune autre solution que l'action.

Le Canada a toujours cherché à jouer un rôle actif dans les négociations Nord-Sud en s'efforçant de stimuler l'action et de concilier les vues conflictuelles de ses partenaires industrialisés et celles du monde en développement.

Étant donné la nature de notre économie - notre désir, par exemple, de participer plus activement à la transformation des produits de base que nous exportons -, il est un certain nombre de secteurs où nos intérêts rejoignent sur bien des plans ceux des pays en développement. Nous avons dû affronter beaucoup des problèmes auxquels ils font face aujourd'hui.